

PARTIE 1 :

I. ANALYSE DE DOCUMENT (05 Points)

Taux de croissance économique entre 2018 – 2020 (en %)

	2018	2019	2020
MONDE	3,6	2,8	- 4,4
PAYS AVANCES	2,2	1,7	-5,8
USA	2,9	2,2	-4,3
Zone euro	1,9	3, 2	-8,3
Japon	0,3	0,7	-5,3
PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT	4,5	3,7	- 3,3
Chine	6,7	6,1	- 1,9
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	3,3	3,2	-3,0
Afrique du sud	0,8	0,2	-8,0
CEDEAO	3,0	3,3	-2,7
Nigéria	1,9	2,2	-4,3
Ghana	6,3	6,5	0,9

Consigne:

1. Donne la signification des chiffres soulignés (1,5 pt)
2. Calcule les taux d'accroissement de la production de l'Afrique subsaharienne sur la période (2018-2019 (2,5 pts)
3. Compare et qualifie la croissance économique dans ces deux pays (USA et Chine) sur la période 2018-2019 (1 pt)

II. DISSERTATION (15 points)

Sujet : La recherche effrénée de la croissance économique conduit parfois à s'écarter de sa finalité, le développement.

Consigne: A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu montreras que la croissance économique est bénéfique au développement, mais que celle-ci n'assure pas toujours le développement.

Document 1:

Les économistes retracent la relation entre emplois et croissance à l'aide de la loi d'Okun, selon laquelle une hausse de la croissance fait reculer le chômage.

De nouveaux travaux de recherche du FMI se penchent sur la loi d'Okun et posent la question de savoir si, à partir des données disponibles, on peut affirmer que la croissance va créer de l'emploi.

Ils révèlent une différence frappante, selon les pays, de l'effet de la croissance du PIB sur l'emploi au cours d'une année.

Dans certains pays, lorsque la croissance reprend, l'emploi augmente et le chômage recule; dans d'autres, la réaction est plutôt modérée. Un redressement de la croissance - par une politique de stimulation de la demande, en augmentant les dépenses publiques d'infrastructures par exemple - créera des emplois.

Document 2 :

Le fossé se creuse entre riches et pauvres

Depuis la crise financière mondiale de 2008. Le nombre de milliardaires a plus que doublé d'après le crédit Suisse, 82 % des richesses totales créées en 2018 sont allées aux mains des 1% les plus riches et aucune n'a été perçue par la moitié la plus pauvre de l'humanité. Plus des deux tiers de la population mondiale font face à des inégalités croissantes de revenu et de richesses.

Les effets des inégalités se font ressentir bien au-delà du pouvoir d'achat. Les disparités peuvent avoir une incidence sur l'espérance de vie et sur l'accès aux services de base, tels que les soins de santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Elles peuvent entraver l'exercice des droits de l'homme, notamment du fait des discriminations, des exactions et des difficultés d'accès à la

justice. Lorsque les inégalités sont fortes, le désir d'accumuler des compétences est réduit, la mobilité économique et sociale et le développement humain sont entravés et la croissance économique est affaiblie. En outre, l'incertitude, la vulnérabilité et l'insécurité s'enracinent; la confiance à l'égard des institutions et des pouvoirs publics s'érode; les dissensions et tensions sociales augmentent et des épisodes de violence et des conflits peuvent éclater.

A cette forme traditionnelle de disparité s'ajoute un phénomène de concentration spatiale de la richesse. Les places financières sont localisées dans seulement 21 villes des pays développés

Ces pays développés qui contrôlent les principales Bourses, les nœuds de réseaux de communication ou de transport aérien et maritime sont les mieux placés en termes d'espérance de vie, de mortalité infantile. Les pays exclus des centres de décision (pays en développement) accumulent les handicaps : extrême précarité, approvisionnement en eau potable insuffisant, déficit des systèmes sanitaires et scolaires font des favelas et autres bidonvilles les principaux foyers d'épidémie, de surmortalité infantile et d'analphabétisme.

Document 3 :

[...] Il est plus couramment admis que la croissance est favorable à la réduction de la pauvreté, mais ces liens ne sont pas automatiques.

Les régions du monde où la croissance a été la plus élevée sont aussi celles qui ont le plus réduit la pauvreté : durant la décennie 1990, l'Asie de l'Est a connu en moyenne un taux de croissance annuel par tête de 6,4%, et a réduit de près de 15 points la proportion de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté : pour l'Asie du Sud, ces chiffres sont respectivement de 3,3% et 8,4 points; en Amérique Latine et aux Caraïbes d'une part, et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord d'autre part (taux de croissance moyen annuel par tête de 1,6% et 1% respectivement), la pauvreté a stagné (+0,1 point); en Afrique Subsaharienne (taux de croissance négatif de 0,4%), elle s'est étendue (+1,6 points). Selon plusieurs études, la relation du niveau de vie d'un pays s'accompagnerait d'une croissance plus rapide du revenu de la population la défavorisée.

Les effets de la croissance sur la réduction de la pauvreté sont à la fois directs et indirects : la croissance augmente mécaniquement le niveau moyen des revenus de la population; elle entraîne aussi une augmentation des revenus de l'Etat, qui peut permettre un accroissement des investissements en matière sociale, de nature à son tour à élever la productivité de la main d'œuvre et à entretenir la croissance.

Il est peu contesté que la croissance soit préférable à l'absence de croissance pour lutter contre la pauvreté. On calcule ainsi qu'une croissance du PIB par tête d'au moins 3% par an est nécessaire pour doubler le revenu moyen en l'espace d'une génération.

Document 4 :

[...] Les auteurs, une fois encore réunis, après avoir parcouru trois grands pays latino-américains (Mexique, Colombie et Brésil), témoignent de leur situation actuelle.

Cette réflexion voudrait contribuer à la recherche de solutions pour le sous-continent, qui ne soient « ni le Chili de Pinochet ni le Cuba de Castro ». Il s'agit aussi de sensibiliser le lecteur européen. La notion de « mal-développement » est alors introduite, pour distinguer l'Amérique latine de l'Afrique et montrer, du même coup, la coexistence sur ce continent d'une croissance industrielle et d'un énorme gaspillage de la force de travail. Le développement considérable des forces productives, la constitution d'un secteur industriel qui commence même à intégrer l'informatique ou le nucléaire, des villes gigantesques plus polluées et embouteillées que celles des pays développés : tout cela n'évite pas que les minorités privilégiées soient les seules bénéficiaires de ce type de croissance. Selon les auteurs, la distribution inégale des richesses s'accroît dans la mesure où le gaspillage s'approfondit.

Cette approche théorique de la réalité du sous-continent, différente de la « théorie de la dépendance », prédominante dans les années 60, suscitera sans doute des réserves chez ceux qui se rattachent à la seconde école de pensée. Mais l'ouvrage irritera aussi les milieux internationaux ou gouvernementaux qui, avec les bourgeoisies locales, font l'objet de critiques parfois vives.

Document 5 :

La dégradation de l'environnement est la perte de la capacité de l'environnement pour satisfaire les besoins sociaux, de la biodiversité et environnementaux de la terre.

Elle peut avoir de nombreuses conséquences:

Pour les êtres humains ou leur santé:

- Pauvreté, surtout dans les pays en développement
- Manque d'accès aux ressources basiques comme l'eau potable
- Diffusion de substances nocives pour la santé humaine dans les aliments, maladies respiratoires...

Pour la biodiversité:

- Extinction d'espèces animales ou végétales due au changement climatique.
- Dégâts causés aux espèces végétales par des facteurs tels que les pluies acides...

Pour la planète:

- Réchauffement global et désertification à cause de l'augmentation des niveaux de CO₂
- Augmentation de certains phénomènes extrêmes comme des ouragans ou des sécheresses...

Document 6:

La croissance économique se définit comme une augmentation des richesses produites par un pays, sur une période suffisamment longue. Sa finalité est :

- Accroître la consommation des ménages
- Permettre aux ménages d'épargner davantage et de se constituer un patrimoine

La croissance est le moyen de l'amélioration du niveau de vie. Une meilleure qualité de vie pour les pauvres appelle à une augmentation des revenus; un objectif qui ne peut être atteint que sur la base de politiques économiques et d'institutions solides et propices à une croissance soutenue.

Assurer des revenus plus élevés et une meilleure qualité de vie au plus grand nombre requiert bien davantage: des chances accrues et plus équitables de recevoir une éducation, de trouver un emploi, de bénéficier de meilleurs soins de santé et d'une meilleure alimentation. De vivre dans un environnement plus propre, de bénéficier d'un système juridique et judiciaire impartial et de jouir de libertés civiles et politiques accrues, ainsi que d'institutions dignes de confiance et transparentes et d'une vie riche et diversifiée.